

Éditorial, François Décary-Gilardeau, collaborateur
Decary-Gilardeau.Francois@uqam.ca

L'éducation au cœur de notre société

Vous retrouverez dans ce numéro du mois de juin 09 d'Oeconomia Humana, à travers une série d'articles, un tour d'horizon du 5e congrès mondial d'Éducation Relative à l'Environnement (ÉRE) qui s'est tenu à Montréal du 10 au 14 mai. Lucie Sauvé co-présidente de l'événement nous a accordé une entrevue que nous avons le plaisir de vous faire partager. Nous vous proposons également des comptes rendus de certains ateliers que nous avons suivis sur des thèmes tels l'écologisation des institutions d'enseignement supérieur, l'éthique, la philosophie environnementale et les visions du monde, les relations entre écologie et économie ainsi qu'un compte-rendu du « Forum politique : Les grandes organisations internationales en soutien à l'ÉRE ».

Entre nature et société se trouve l'environnement. Cet environnement qui depuis des temps immémoriales est transformé, matérialisé par l'homme et pour l'homme. Tout en étant en continuité, notre époque est en fracture avec un passé pas si lointain. Fracture par la transformation et destruction à plusieurs égards irréversibles de notre environnement que nous opérons en rendant incultes des terres, en contaminant l'eau et en bouleversant notre fragile climat... Continuité non seulement dans l'existence d'iniquité importante, mais également dans l'accroissement de ces inégalités.

Ainsi, comme le mentionne si bien Lucie Sauvé : « Vivre ensemble, sur Terre est certes l'enjeu éthique et politique le plus exigeant et le plus fondamental ». Vivre ensemble sur cette planète aux limites définies, où les ressources sont limitées. Vivre ensemble sur Terre, même bien vivre, mais comment ?

Si vivre ensemble sur Terre est l'enjeu politique qu'il faut réussir, on peut se demander comment y arriver. Comment avec les ressources limitées que nous offrent cette terre répondre aux moins aux besoins fondamentaux ? Quels sont les meilleurs moyens et quels modes de régulation nous guideront vers ce succès (les plus pessimistes diront « nous permettra d'éviter le mur ») ?

À ceux qui proposent des modèles préfabriqués, de l'économie planifiée à la

dictature du libre marché, d'autres, non moins pragmatiques, proposent l'éducation. Non pas une éducation à la conformité et à la soumission, mais une éducation éveillant l'esprit critique, promouvant la résistance, acceptant la différence et intégrant la solidarité. À la base de cette vision, il y a une confiance envers le citoyen, envers une intelligence collective qui nécessite d'être écoutée et respectée.

Le 5e congrès mondial d'éducation relative à l'environnement qui vient de se terminer à Montréal, nous a permis d'échanger sur différents thèmes, sur différents types d'éducation. Il aura été l'occasion d'apprendre à transformer notre société peut-être de la manière la plus humble, par l'éducation. Plus que tout, il nous a fait comprendre que l'éducation est un acte politique, un acte politique qui permet d'espérer.



Compte-rendu d'ateliers du 5^{ième} Congrès Mondial d'Éducation Relative à l'Environnement

« Vivre ensemble, sur Terre »

Par **Sarah Gagnon-Turcotte**, Candidate L.L.M en droit international, Université du Québec à Montréal et **Claire Gillet**, Doctorante, allocataire de recherche, Centre de Recherche en Gestion (CRG), IAE Toulouse 1 Sciences Sociales ; Laboratoire Gestion et Cognition (LGC), Université Paul Sabatier Toulouse 3

Du 10 au 14 mai à Montréal, s'est tenu le 5^e congrès mondial d'Éducation Relative à l'Environnement (ERE). Ce congrès a été organisé par l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et par l'Université Lakehead en Ontario, en collaboration avec l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE) et le réseau canadien d'éducation et de communication relative à l'environnement (EECOM).

L'objectif de ce congrès mondial est de rassembler divers acteurs tels que des universitaires, des organisations, des associations, etc. pour entreprendre une réflexion sur le thème central du congrès « Vivre ensemble, sur Terre ». Il s'agit également de réanimer et fortifier l'engagement des acteurs concernés par des processus éducatifs qui visent à résoudre les problèmes socio-écologiques actuels et également promouvoir l'écodéveloppement de nos sociétés. Des congrès mondiaux d'ERE ont ainsi lieu chaque année depuis 2003. Ils sont issus du désir d'offrir un lieu de convergence et de synergie aux divers acteurs de ce domaine, tant du milieu universitaire que des autres secteurs de la société.

Ce cinquième congrès a attiré plus de 2000 participants par une offre de près de 300 conférences et présentations regroupées autour de trois questions transversales qui traversaient douze niches thématiques :

-Comment l'éducation relative à l'environnement peut-elle enrichir le sens de nos vies ? : Comment peut-elle contribuer à la construction de nos identités personnelles et sociales ? Comment peut-elle améliorer notre rapport au monde ?

-Comment peut-elle contribuer à l'innovation sociale ? : Comment peut-elle favoriser la résolution des problèmes socio-écologiques et l'écodéveloppement de nos sociétés ? Comment peut-elle éclairer l'action citoyenne ?

-Comment peut-elle influencer les politiques publiques ? : Comment peut-elle préparer les citoyens à participer aux affaires publiques et exercer un rôle politique ? Quels changements dans les politiques publiques apparaissent nécessaires pour favoriser le développement de l'éducation relative à l'environnement ?

Les thèmes des douze niches thématiques étaient les suivantes : les relations entre l'écologie et l'économie, les questions d'équité socio-écologique, la santé environnementale, les défis urbains, l'écologisation des institutions d'enseignement supérieur, l'école au sein de sa communauté, l'éducation sociocommunautaire, l'interprétation du patrimoine, le savoir et les pratiques autochtones, l'éthique/la philosophie environnementale/les visions du monde, l'art et pour finir l'identité écologique.

Les communications de chaque niche ont pris diverses formes – ateliers, présentations orales, tables rondes, plénières, débats. S'agissant par exemple de la niche thématique « les relations entre l'écologie et l'économie : l'enjeu de viabilité », le questionnement a porté sur la contribution de l'éducation relative à l'environnement à comprendre et à transformer les liens entre ces deux modes d'appréhension du monde avec notamment comme problématique : « qu'en est-il de la recherche et de l'intervention en matière de formation environnementale au sein des entreprises ? ».

Cinq symposiums ont été organisés, en plus des communications de niche, afin d'approfondir les diverses réflexions autour du thème central du et des enjeux spécifiques à l'ERE.

Le premier symposium traitait de l'éducation aux sciences et l'éducation relative à l'environnement. Il a soulevé des questions relatives au positionnement de l'éducation par rapport aux sciences au niveau épistémologique, éthique et

pratique dans l'objectif de nourrir une réflexion sociocritique lorsque les questions environnementales se posent. De plus des questionnements sur les principes et les pratiques pouvant initier une éducation « aux dialogues des savoirs » impliqués ont été soulevés.

Le deuxième symposium intitulé « Le monde circumpolaire : un enjeu de pensée systémique et globale pour l'éducation relative à l'environnement » a été animé par la présentation de travaux d'éducateurs environnementaux de pays circumpolaires autour du thème.

« Des modes d'apprentissage innovateur sur la biodiversité de la faune » ont été le thème du troisième symposium. Ce symposium a été l'occasion de se pencher sur l'état actuel de l'éducation au milieu naturel et à la faune, et également de savoir comment mettre à profit les modèles innovateurs d'apprentissage afin de transformer les relations entre les personnes et la faune.

Le quatrième symposium intitulé « méthodologie et pédagogie : une exploration de courants de recherche en éducation relative à l'environnement » a été l'objet de discussions et de débats au sujet des principaux enjeux pour les chercheurs en éducation relative à l'environnement, dans un contexte où les perspectives méthodologiques sont de plus en plus diverses et variées et où les demandes d'harmonisation des recherches en pédagogie s'accroissent.

Le dernier symposium « les pourquoi de l'évaluation », a permis de s'interroger sur les diverses approches d'évaluation, sur les enjeux ainsi que les limites de ces approches évaluatives.

Un « forum politique » se déroulant sous forme de panels et dont l'objectif était d'explorer plus en avant la question transversale portant sur les politiques publiques a été animé par divers intervenants impliqués dans les multiples problématiques du congrès. Cinq thèmes ont été abordés lors de ce forum politique : les instances gouvernementales nationales comme leviers d'éduca-

tion relative à l'environnement, les universités et la formation des enseignants relative à l'environnement, le leadership des villes en éducation relative à l'environnement, les organisations jeunesse comme moteur d'éducation relative à l'environnement et enfin les grandes organisations internationales en soutien à l'éducation relative à l'environnement.

Enfin, un second forum a eu lieu pour les Organisations Non Gouvernementales (ONG) impliquées dans l'éducation relative à l'environnement, sous forme de plate-forme leur permettant de présenter leurs projets ainsi que leur offre de service aux divers participants intéressés.

Le congrès qui s'est déroulé au Palais des congrès de Montréal a été l'occasion pour de multiples acteurs venant des quatre coins du monde (126 pays y étaient représentés) d'échanger sur la problématique commune de « L'Éducation Relative à l'Environnement ».

En effet, en adoptant les trois langues officielles, française, anglaise et espagnole, le congrès s'est voulu interculturel favorisant ainsi l'étendu et la diversité des échanges.

Le Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement s'est clôturé par l'annonce des deux prochains congrès. Ainsi, dans le prolongement de ce 5ème congrès, le 6ème congrès d'éducation relative à l'environnement se déroulera en Australie et le 7ème congrès au Maroc.

Finalement, diverses activités parallèles ont continué à ponctuer la semaine de congrès, incluant un Festival international du conte environnemental ainsi que la 39e édition de la Marche 2/3, organisé par le CLUB 2/3, lors de laquelle plus de 15 000 jeunes ont marché dans les rues de Montréal sous le slogan « Ça chauffe sur la planète, bouge ! ».

Contact :
sarah.gagnon.t@gmail.com
claire.gillet@hotmail.fr



Entrevue avec Lucie Sauvé, co-présidente du 5e Congrès d'Éducation relative à l'environnement

Par Sarah Gagnon-Turcotte, Candidate L.L.M en droit international, Université du Québec à Montréal

Lucie Sauvé est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement à l'UQÀM et éditrice de la revue *Éducation relative à l'environnement : Regards – Recherches – Réflexions*. Elle était co-présidente du 5^e Congrès d'Éducation relative à l'environnement qui a eu lieu à Montréal du 10 au 14 mai 2009. Nous vous présentons ici divers extraits tirés d'une entrevue exclusive qui met en lumière certains thèmes qui caractérisent sa pensée et la façon dont elle approche et promeut l'éducation relative à l'environnement et qui ont donc également marqué ce 5^e Congrès.

Quelle était la signification du thème du 5^e Congrès d'ERE?

Le thème du 5^e Congrès d'ERE était « Vivre ensemble, sur terre » et en anglais « Earth, our common home ». On a fait exprès pour ne pas avoir une traduction littérale, entre autres pour avoir une complémentarité d'idées autour du même axe. « Earth, our common home » mettait l'accent sur le fait que la Terre est un habitat commun, un lieu de vie partagée. Et « Vivre ensemble, sur terre » faisait référence au défi du partage. C'était donc complémentaire. En fait, lorsqu'on dit vivre ensemble, c'est entre nous les humains, mais aussi « ensemble » avec les diverses formes de vies qui composent les écosystèmes. Donc, insérer notre humanité dans la trame des systèmes de vies, intégrer l'altérité humaine et autre qu'humaine, dans une même altérité plus globale. Et « vivre » implique à la fois des choix d'action, mais également une façon d'être. Dans le mot « vivre », il y a l'être et l'agir qui sont étroitement liés. On ne fait pas uniquement référence à l'action, l'agir, mais à l'être qui, à la fois, se construit dans l'agir et qui induit un certain agir.

Et puis, on a trouvé un fil conducteur au congrès dans la diversité bio-culturelle. Donc, la diversité biologique dans le déploiement de toutes ses formes (et en écologie on observe que diversité et richesse vont ensemble), et la diversité culturelle. Quand on pense à « environnement » ou « écologie », on pense à la jonction entre nature et



culture, l'un n'est pas dissociable de l'autre. Les cultures se tissent dans la trame des systèmes de vie où elles se développent et inversement la nature est peu à peu transformée par l'activité humaine. Quand on pense à la diversité des forêts amazoniennes, par exemple, on la présente généralement comme un phénomène naturel, mais l'occupation du milieu par les diverses communautés autochtones et leur mobilité a contribué également à la diversité de cette biorégion.

Trop souvent, dans nos milieux de vies artificialisés, on oublie qu'on est des êtres incarnés, contextualisés, situés. On vit dans un monde où la virtualité et la globalisation, qui s'alimentent l'une l'autre, dominent à la fois notre univers concret et quotidien et notre univers symbolique. Mais il ne faut jamais oublier que malgré toutes nos itinérances, nous sommes des êtres contextualisés, situés, des êtres incarnés qui buvons, mangeons, respirons, vivons « ensemble ». Et cela pose des défis multiples et d'envergure. C'était ça le sens du thème du Congrès.

Quel élément a caractérisé le Congrès de Montréal en particulier?

L'une des grandes qualités de ce 5^e Congrès Mondial a été de promouvoir l'interculturalité. On a porté une attention spéciale à inclure trois langues officielles (le français, l'anglais et l'espagnol) et à offrir des plateformes concrètes pour favoriser l'échange entre ces trois sphères linguistiques. Ce n'était malheureusement pas le cas au 4^e Congrès à Durbin, en 2005, où la seule langue d'expression et de discussion était l'anglais. Il faut dire que le Secrétariat des Congrès mondiaux, situé à Turin, insiste beaucoup sur les échanges interculturels en ERE, parce que le rapport au monde passe par la culture de référence, se construit dans cette culture, comme il contribue à son tour à la construire. Et bien sûr, quand on parle de culture on fait référence également à la langue. C'est extraordinaire d'avoir accès tout à coup à une autre forme de pensée quand on offre la possibilité à quelqu'un de s'exprimer dans sa langue. Alors pour nous, la multiculturalité c'était très important pour promouvoir l'interculturalité.

Quel est le lieu de l'éducation relative à l'environnement?

On a souvent l'impression que l'éducation c'est en milieu formel. Mais toute la dynamique d'éducation populaire et d'éducation communautaire est très importante dans nos sociétés où, grâce à ces formes d'éducation, on peut valoriser des savoirs locaux, des savoirs d'expériences, des savoirs de sens commun, des savoirs traditionnels et mobiliser la population parce qu'elle se sent interpellée et partie prenante.

Les médias sont aussi de formidables moteurs de construction de la culture par ce qu'ils apportent et par ce qu'ils n'apportent pas aussi. Et puis, les musées, les parcs nationaux, les ONG, par exemple, à travers leurs missions respectives, peuvent largement contribuer à éduquer en faveur d'un meilleur rapport à l'environnement.

Si on se fie uniquement à l'éducation formelle traditionnelle, i.e. à l'école et l'université, et à la transmission de connaissances, on risque fort de retrouver au sein de notre société une population de pollueurs instruits! L'éducation relative à l'environnement fait appel à des façons différentes d'enseigner et d'apprendre, et à l'intervention concertée des divers acteurs d'une société éducative. Et tout ça nous amène à cette dimension politique de l'éducation relative à l'environnement. Comment contribuer à développer une société consciente et capable, désireuse de contri-

buer aux changements qui s'imposent?

Et quel est le public cible de l'ERE?

« Nous tous, incluant toi et moi. L'éducation est un processus de déploiement de notre potentiel et chacun de nous n'a jamais fini de venir au monde. On est constamment en processus de développement personnel et social, de déploiement de nos capacités. Donc, l'ERE est destiné à tous, de l'enfance, par l'imprégnation des comportements et des choix conscients des familles et des milieux de garde, aux aînés qui demeurent avides d'apprendre et de contribuer à leur société, en passant par les milieux d'enseignement formels au secondaire où les jeunes constituent une force vive qui n'est pas suffisamment considérée et sollicitée, à l'université où les futurs spécialistes devraient développer des compétences pour introduire une dimension environnementale à leur milieu de travail, faire de l'« intrapreneurship » par exemple pour intégrer à leur entreprise une politique et des pratiques socio-écologiques.

Plusieurs des « décideurs » qui ont un rôle clé dans nos sociétés « ne savent pas qu'ils ne savent pas ». Et c'est là le problème, parce qu'ils n'ont pas de culture socio-écologique et ne peuvent donc pas admettre qu'ils n'ont pas les compétences pour favoriser le développement d'une éco-société. (Moi je préfère utiliser l'expression « développement d'une éco-société » à « développement durable » parce que je trouve ça plus explicite, plus claire de ce qu'on veut promouvoir.) Et c'est là que le bat blesse : l'environnement et l'éducation sont d'ordre politique, et interpellent les décideurs – qui pour la plupart, ne sont pas préparés à prendre des décisions appropriées. Il y a bien sûr quelques initiatives d'approches des décideurs et des employeurs en vue de les sensibiliser ou d'encourager et de soutenir leurs premiers engagements, mais il y en a peu. C'est extrêmement difficile d'approcher des politiciens. Cependant, un Congrès mondial comme celui-ci, à travers lequel et pour lequel on a sollicité les différents ministères a pu avoir une certaine influence. Nos lettres d'invitation et de sollicitation de partenariat sont parvenues à plusieurs échelons des instances et il y a eu des discussions sur l'importance de soutenir ou non cet événement en ERE; c'est déjà quelque chose. Mais c'est si peu, il reste un travail fou à faire.

Que pensez-vous du concept de développement durable?

Il y a de plus en plus d'adhésion au projet de « développement durable ». C'est en effet une clé efficace, une stratégie porteuse pour introduire des préoccupations sociales et écologiques dans les entreprises et dans l'univers politico-économique. On peut comprendre pourquoi ce concept là a été si porteur dans ces sphères dominantes de l'activité sociale. Mais quand on veut le transposer comme projet de société et comme projet éducatif, c'est là qu'il y a un problème, parce que cette proposition n'est pas suffisante pour inspirer la trajectoire d'une société. La définition du développement durable est « ressourciste »; elle est réductrice pour l'environnement, considéré comme un « stock » de ressources qu'on ne doit pas épuiser pour assurer la pérennité du développement. Mais l'environnement c'est bien plus encore : c'est un ensemble de systèmes de vie, avec une valeur intrinsèque. Le « développement durable » est aussi réducteur pour notre humanité, parce qu'on est réduit à notre dimension de producteur et consommateur, soumis aux exigences d'une économie exogène – on extrait ici l'économie de la sphère sociale – qui détermine nos rapports à l'environnement. C'est réducteur pour un projet de société et pour un projet éducatif. Bien entendu, il faut quand même considérer que la proposition du « développement durable » était et reste sans doute encore une clé stratégique pour pénétrer le monde de l'entreprise et du politico-économique. Alors c'est un outil dont on peut se servir avantageusement dans certains contextes et pour certains objectifs. Mais ce n'est que la première marche d'une montée éthique. Cette étape là, je pense, a fait son effet, elle a permis jusqu'ici d'ouvrir un certain dialogue entre le monde du politico-économique et de l'environnement.

Un des problèmes de la proposition onusienne du développement durable qui, soit dit en passant, est propulsée de manière *top-down* contrairement à la dynamique de bas en haut du mouvement environnementaliste, donc, cette prescription émanant d'autorité et essentiellement pragmatique semble amnésique en ce qui concerne les cadres théoriques qui préexistaient. Je pense par exemple aux propositions de l'écologie politique, de l'écologie sociale, de l'écosocialisme, de l'écodéveloppement, de l'éco-féminisme. Même en entreprise, je trouve que le concept de « responsabilité sociale » est nettement plus riche que celui du développement durable, quoiqu'il resterait à y ajouter un aspect explicitement éco-

logique : la responsabilité éco-sociale de l'entreprise. La philosophie et les stratégies de l'écologie industrielle sont inspirantes également. Plus récemment, le concept d'économie écologique a permis de faire des avancées importantes.

Avec l'oubli de grands pans de réflexion écologiques (au sens de l'écologie politique), le langage du développement durable nous a fait entrer dans l'ère du « *newspeak* » - tel que dénoncé par George Orwell, où on n'utilise plus désormais qu'un nombre de mots limités autour de la durabilité. Et cela a une influence sur la pensée. Les mots sont des moules à penser. Le « développement durable » nous propose une logique d'opérationnalisation. On parle de stratégie, très peu de critères. C'est empirique, opérationnel. On occulte la réflexion sur le sens du rapport au monde. On est devenu amnésique des avancées de la pensée environnementaliste, et je trouve que c'est une perte culturelle très importante.

Et finalement, sur le terrain, à quoi ressemble l'ERE?

Il y a une belle dynamique d'éducation relative à l'environnement au Québec comme ailleurs : dans les écoles, les parcs, les musées, les ONG à vocation communautaire, etc. Malheureusement, il n'y a pas encore vraiment de programmes de formation initiale des enseignants dans les universités. Par contre, nous avons à l'UQÀM un programme de 2^e cycle de formation continue ou de développement professionnel dans ce domaine, et qui s'adresse aux communicateurs, animateurs, enseignants et autres éducateurs.

Notre rôle à nous en tant que chercheurs, formateurs et éducateurs, c'est d'abord et avant tout de repérer, d'identifier, de caractériser, de valoriser, de supporter et de soutenir des initiatives existantes. C'est extraordinaire ce qu'il y a déjà dans les milieux comme initiatives, comme pistes aussi de développement de projets, comme sources d'inspiration.

Il ne faut donc pas développer des kits éducatifs comme l'ont fait beaucoup d'ONG et des organisations internationales, qui apportent avec eux leur moule à penser. On essaie plutôt que les projets s'appuient sur des diagnostics sociocommunautaires faits avec et par les gens concernés. Au sein de notre équipe, à la Chaire de recherche, nous avons développé au fil des projets, une forme d'« identité professionnelle » fondée sur une vision de l'éducation qui a un an-

cragage culturel important et qui devient un processus d'apprentissage et de changement par, avec et pour les gens. Donc on croit beaucoup, nous, à la création de partenariats autour de projets, pour une construction collective des projets.

Pour une communauté qui se met en projet, être valorisée, être appuyée pour la recherche de financement, c'est très important. Aussi, c'est une question d'abord de croire en soi-même, d'affirmer son identité culturelle, mais aussi politique et de reconnaître ses capacités, ses compétences, et de reconnaître (et c'est moins difficile à le faire en Amérique latine où nous avons eu et avons toujours quelques projets), la très grande force de l'action collective, c'est-à-dire de mettre ensemble les talents de chacun, les désirs, les souhaits, l'énergie de chacun.

Notre rôle est donc de supporter l'affirmation identitaire, la reconnaissance de ses propres compétences et capacités, la valorisation des projets (et souvent c'est un regard étranger qui donne la caution) et d'appuyer la recherche de financement et de moyens. Notre vision est celle d'apprendre dans et par et pour l'action collective, avec les éléments que je viens de souligner. On s'intéresse à ces processus là. Souvent aussi, il faut institutionnaliser les projets et les programmes, pour assurer leur pérennité, soit dans les universités, les unités de gestion des affaires scolaires, les organisations. Et quand la demande d'institutionnalisation est appuyée par un organisme ou une université qui vient de l'extérieur, cela a plus de poids. Nous, on est là le plus souvent pour encourager, offrir parfois une première ressource initiale, conseiller, applaudir, valoriser, offrir une meilleure tribune.

Contact : sarah.gagnon.t@gmail.com

Pour plus d'information:
www.5weec.uqam.ca
et www.unites.uqam.ca/ERE-UQAM/

Compte-rendu de « Ethics, environmental thought and world views »

Par **Nicolas Perin**, Stagiaire, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Activité animée par **Robert Cook**, University of Plymouth, Royaume-Uni ; **Roger Cutting**, University of Plymouth, R.-U. ; **Tony Shallcross**, Manchester Metropolitan University, R.-U. dans le cadre de la niche « L'éthique, la philosophie environnementale et les visions du monde »

Cette table ronde regroupait des chercheurs en philosophie environnementale, des professeurs d'université et des citoyens travaillant plus ou moins directement autour de l'éducation à l'environnement. Les chercheurs de Plymouth contribuaient en particulier à cet échange pour partager leur expérience sur l'étude et le soutien de communautés autogérées sobres en ressources constituées récemment en Angleterre.

Cet atelier visait à discuter des valeurs fondatrices des conceptions modernes du développe-

ment durable, et des préceptes éthiques pouvant être abordés dans le cadre d'une éducation environnementale.

Les chercheurs anglais responsables de la table ronde ont pour commencer remis en question l'articulation traditionnellement exposée des trois « piliers » du développement durable. On a l'habitude de les voir représentés en cercles s'interpénétrant :

Or des représentations alternatives sont possibles, permettant ainsi de discuter les relations entre ces piliers en étudiant différents paradigmes philosophiques. Les trois représentations en cercles concentriques illustrent un débat sur le développement durable basé sur les principes fondateurs de sa prise en compte contemporaine.

Si on base le développement durable sur des valeurs scientifiques, le schéma devra illustrer les ressources terrestres finies encadrant la société et son activité économique. Chaque cercle supérieur permet aux cercles inférieurs de perdurer.

Si on considère que le paradigme culturel donné d'une société conditionne son développement, on pourra alors représenter le même schéma avec un environnement et une économie encadrés par les normes culturelles dominantes :

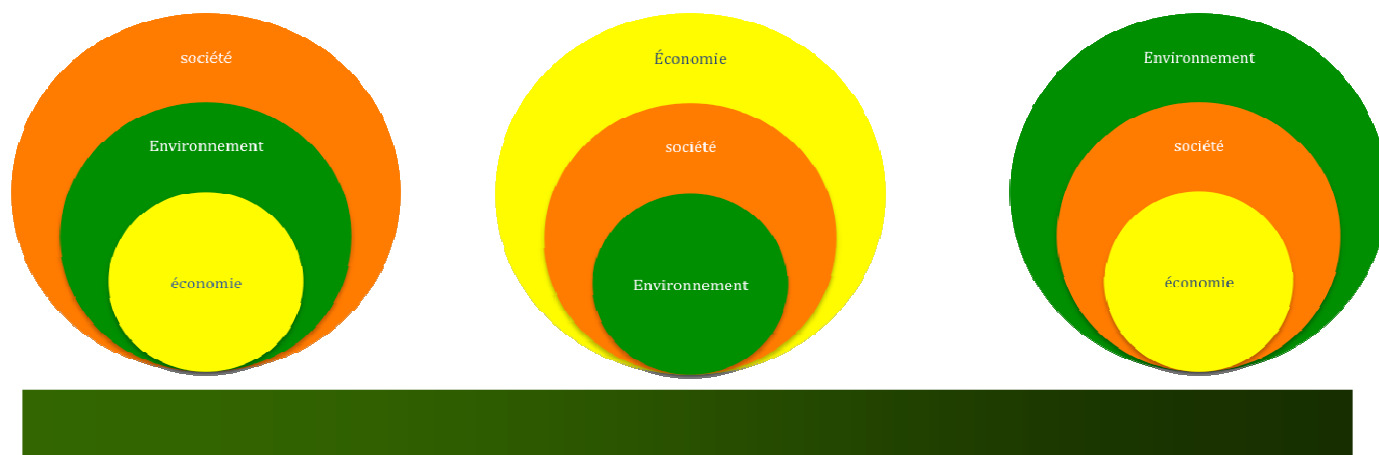
Il est également intéressant de représenter avec le même outil la façon dont la crise financière est traitée de nos jours, pour bien voir que les priorités soient inversées par rapport aux visions culturelles ou scientifiques du développement durable :

Au final ces schémas ouvrent le débat sur la nature des enjeux saillants du développement du-

table, et sur les fondements philosophiques qui en fondent l'existence, ceux-là même pouvant être transmis par l'éducation. Car si la finitude des ressources naturelles est centrale aux réflexions sur le développement, l'urgence ou la crise qu'elle engendre peut aussi être vue comme une crise culturelles des valeurs qui fondent notre comportement.

Dans ce sens, les chercheurs de l'université de Plymouth insistent sur l'importance de la pédagogie dans l'éducation environnementale, afin de toujours contextualiser les positions culturelles et les valeurs transmises. Ces dernières ne pourront en effet changer que par l'expérience et le vécu des plus jeunes générations, non par des cours magistraux sur l'éthique personnelle.

Pour en savoir plus : www.ioe.mmu.ac.uk



Compte-rendu de « Common destinations, shared journeys? The potential for educators to make common purpose through bringing together the agendas of education for sustainable development and education for all »

Par **Nicolas Perin**, Stagiaire, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Activité animée par **Rosalin Wade**, London South Bank University, Royaume-Uni dans le cadre de la niche « Les relations entre écologie et économie : l'enjeu de la viabilité »

Mme Rosalin Wade a orienté cette conférence sur les liens entre les objectifs de l'éducation au développement durable, et de l'éducation pour tous en tant que programme de développement humain. En tant que moyen puissant et stratégi-

que de changement pour les gouvernements, l'éducation doit être soumise à une réflexion sur ses objectifs, son contenu et ses outils.

L'éducation pour tous est aujourd'hui un objectif du pacte mondial loin d'être réalisé, récemment reporté à 2015. Des millions d'enfants dans le monde n'y ont pas encore accès, et trop souvent les formations disponibles s'arrêtent après l'école primaire, sans études supérieures possibles. Elle

reste néanmoins beaucoup mieux fondée financièrement par les gouvernements (comparée à l'éducation au développement durable), qui voient en elle un modèle d'éducation moins critique qu'une éducation basée sur la remise en cause des modes de développement actuels.

L'éducation au développement durable est elle encore trop distincte du système éducationnel public, généralement plutôt entreprise par des agences environnementales ou des organismes de la société civile.

Ces deux modèles d'éducation manquent aujourd'hui de synergie pour atteindre leurs buts respectifs, qui peuvent néanmoins se rejoindre sur de nombreux points. Le respect des droits humains, la culture, et leur aspect multisectoriel rassemblent leurs objectifs, quand bien même leur histoire, ou leur application géographique diffèrent. Les rassembler permettrait selon Mme Wade d'augmenter les ressources attribuées,

leur appui politique, et de mieux faire le lien entre l'éducation, les valeurs, la pauvreté, et les problématiques de genre. Cette mise en commun pourrait également faire coïncider les agendas du développement, de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté (une application possible pourrait être la création d'un principe de précaution pour la pauvreté).

Rosalin Wade conclut en évoquant les étapes de progrès qui doivent suivre cet synergie entre éducation au développement durable et éducation pour tous : une augmentation des capacités et des moyens des deux programmes, une intégration progressive de la première dans la généralisation de l'éducation, le tout piloté par un suivi régulier et attentif en collaboration étroite.

Pour en savoir plus : http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

L'écologisation des institutions d'enseignement supérieur : le projet Campus Durables

Par **Claire Gillet**, Doctorante, allocataire de recherche, Centre de Recherche en Gestion (CRG), IAE Toulouse 1 Sciences Sociales ; Laboratoire Gestion et Cognition (LGC), Université Paul Sabatier Toulouse 3

Lors du 5^e congrès mondial d'Éducation Relative à l'Environnement (ERE) qui s'est tenu à Montréal du 10 au 14 mai plusieurs niches thématiques ont fait l'objet de conférences, de panels, d'exposés oraux et de tables rondes autour du thème central du congrès « Vivre ensemble sur Terre ». Les rencontres autour des niches thématiques ont été l'occasion pour les participants d'engager des échanges et des discussions concernant les problématiques soulevées dans chaque niche.

« L'écologisation des institutions d'enseignement supérieur » a été l'une des douze niches thématiques abordées lors du congrès. Les questions qui ont été traitées lors de cette niche thématique étaient notamment : qu'en est-il de la prise en compte de l'environnement dans les programmes et la pédagogie des institutions d'enseignement supérieur ? Qu'en est-il de leurs aménagements et de leurs modes de gestion ? Les uni-

versités ou les instituts pédagogiques assument-ils leur rôle de former des enseignants capables et désireux de prendre en compte le rapport à l'environnement dans leur pratique éducative ?

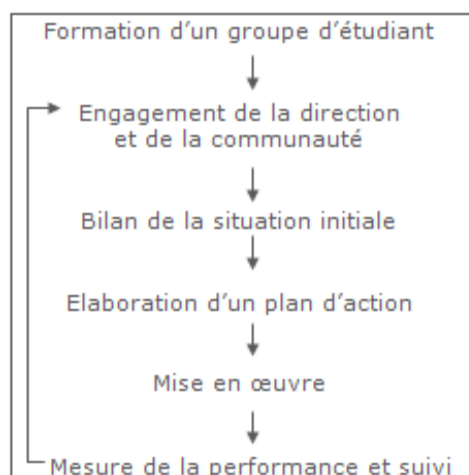
Parmi la diversité des communications sur ce thème, une présentation a attiré notre attention : « Campus durables : les universités comme laboratoire d'apprentissage » présenté par Maryève Charland-Lallier coordonnatrice de l'organisation Coalition Jeunesse Sierra, Canada. La Coalition Jeunesse Sierra a développé un réseau national qui s'étend d'un océan à l'autre via ses centaines de membres inscrits et ses milliers de bénévoles qui mettent en œuvre le projet innovateur Campus durables dans plus de 70 collèges et universités et 20 écoles secondaires.

Le projet Campus durables offre aux étudiants et à leurs établissements des outils nécessaires à la mise en place d'initiatives visant la durabilité so-

ciale, environnementale et économique des campus. Utilisant la recherche, l'instauration de processus multipartite et l'implantation d'actions concrètes, Campus Durables vise à ce que les initiatives de durabilité soient reflétées dans les plans de cours des différents programmes offerts par les collèges et universités, dans la gestion même des établissements et des opérations et, finalement, renforcées par le changement graduel de la culture de la communauté collégiale et universitaire.

Dans le processus d'implantation du projet Campus Durables, il s'agit de faciliter la création de groupes étudiants dans l'université ou de groupes étudiants déjà en place et ainsi faire en sorte que ces groupes qui vont être formés et qui seront appelés « comités multipartites » vont aller engager les différents acteurs au sein de l'université, comme les professeurs, les autres étudiants mais également les employés et les administrateurs. Le pouvoir de communication entre les différents acteurs travaillant ensemble est très important à ce niveau là. Une fois que cet engagement là est créé il faut l'entretenir et il est donc proposé dans le processus Campus Durables une démarche dans laquelle un bilan de la situation initiale du campus en matière de développement durable est fait. Le bilan va permettre d'analyser les points faibles et forts du campus ainsi que les éléments essentiels à la constitution d'un plan d'actions qui répondent aux besoins et aux enjeux du milieu. Par la suite le plan d'actions est mis en œuvre, et une mesure de la performance et un suivi sont effectués.

Le processus d'implantation du projet Campus durables:



De plus, la Coalition Jeunesse Sierra, accompagnée de différents acteurs du milieu universitaire, a développé récemment la certification « Campus durable ».

La certification « Campus durable » comporte les trois objectifs suivants :

- Faciliter la collaboration entre les différents acteurs universitaires;
- Reconnaître publiquement les efforts des universités sur la voie de la durabilité;
- Assurer une plus grande transparence de l'information au sein des universités.

La certification « Campus durable » se veut une certification de processus en plusieurs niveaux (4 niveaux de certification) permettant d'attester l'avancement des campus universitaires vers la durabilité dans un principe d'amélioration continue.

Les bénéfices du projet résident notamment dans l'accroissement de la collaboration des divers acteurs au sein du campus et dans la volonté de faciliter l'orientation des décisions des gestionnaires et du personnel.

Pour conclure sur la niche thématique « l'écologisation des institutions d'enseignement supérieur », un compte rendu de l'ensemble des communications et débats a été exposé. Le compte rendu a été orchestré sous forme de réponses apportées aux trois questions posées lors du congrès.

S'agissant de la question « comment l'éducation relative à l'environnement peut-elle enrichir le sens de nos vies ? » les réponses ont été les suivantes :

- Créer un système de valeurs et de connaissances qui orienteront les actions
- Développer le pouvoir des individus et des réseaux
- Favoriser l'émergence de la pensée critique et complexe.

Pour la question « comment l'éducation relative à l'environnement peut-elle contribuer à l'innovation sociale ? » les réponses ont été :

- Permettre aux étudiants/employés d'être entendus.
- Laisser une place à l'apprentissage par les pairs.
- Amener l'ERE à être systémique et systématisée.

Enfin, pour la troisième question « comment l'éducation relative à l'environnement peut-elle contribuer à influencer les politiques publiques ? » les éléments de réponses ont été les suivants :

- Devenir des modèles de succès
- Développer la capacité à travailler en interdisciplinarité pour plus tard travailler en intersectorialité
- Anticiper les besoins pour développer des services appropriés pour l'évolution des pratiques.

Ainsi, au cours du 5^{ème} congrès mondial d'Education Relative à l'Environnement (ERE), le thème de « l'écologisation des institutions d'enseignement supérieur » a permis à de nombreux participants d'ouvrir des discussions et des débats riches sur la question principale « qu'en est-il de l'écologisation de ces établissements ? ».

Contact : claire.gillet@hotmail.fr



Copyright © Tasitch

Compte-rendu du « Forum politique : Les grandes organisations internationales en soutien à l'éducation relative à l'environnement »

Par **Sarah Gagnon-Turcotte**, Candidate L.L.M en droit international, UQÀM

La Conférence des Nations unies sur l'environnement humain, tenu à Stockholm en 1972, marque le véritable coup d'envoi d'une action internationale en matière d'éducation relative à l'environnement (ERE). C'est à ce moment que les organisations internationales commencent à jouer un rôle essentiel dans la promotion de l'ERE.

L'**Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)**, – anciennement connue sous le nom Union mondiale pour la nature – est, depuis ses tous débuts, une des organisations les plus actives en matière d'ERE. À chaque décennie, elle s'est démarquée par son action internationale et sa vision, souvent à l'avant-garde. Brièvement, dès 1970, l'UICN établit en collaboration avec l'UNESCO, une définition de l'éducation relative à l'environnement et en dé-

bute la promotion. En 1980, elle publie sa *Stratégie mondiale de la conservation* dans laquelle elle introduit le concept de développement durable. Concept qui prendra tout son envol lors de la publication du Rapport Brundtland en 1987. Puis, en 1991, l'UICN en collaboration avec le **Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)** et le **World Wildlife Fund for Nature (WWF)** publie « Caring for the Earth : A Strategy for Sustainable Living » qui étend et accentue les principes établis par la *Stratégie mondiale de la conservation* selon lesquels protection de la nature et développement ne sont pas nécessairement en opposition l'un à l'autre. Par ses actions, l'UICN a fortement influencé l'ERE.

L'**Organisation des Nations unies pour l'édu-**

cation, la science et la culture (UNESCO) a également été déterminante dans l'évolution de l'ERE. Dès 1975, elle crée lors d'un premier Colloque international sur l'ERE et en collaboration avec le PNUE, un *Programme international d'éducation relative à l'environnement* (PIEE) par le biais duquel est produite la première déclaration intergouvernementale sur l'ERE : la *Charte de Belgrade*. Par la suite, elle initie deux autres conférences intergouvernementales qui renforcent la place accordée à l'ERE au niveau international (1977 à Tbilissi et 1987 à Moscou) et desquelles découlent diverses activités, afin d'en assurer le suivi, dans lesquelles l'UNESCO a joué un rôle important.

Les années 1990 sont particulièrement riches en événements reliés à l'ERE. En 1992, la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre) de Rio de Janeiro, génère un document international parmi les plus importants en matière d'environnement ; l'*Action 21*. L'Action 21 est un plan d'action pour le 21^e siècle, regroupant dans quarante chapitres des recommandations pour l'atteinte du développement durable dans l'ensemble des dimensions de la vie humaine, dont certaines sur l'ERE. La **Commission sur le développement durable** (CDD), formée la même année à l'instigation de l'Assemblée générale des Nations unies, est chargée d'assurer le suivi des recommandations de l'Action 21. Lors du Sommet de Rio, un *Traité sur l'éducation environnementale pour des sociétés durables et une responsabilité globale* est également rédigé par le Forum Global, en parallèle du Sommet.

L'évolution du concept d'éducation relative à l'environnement vers celui d'éducation relative au développement durable sera finalement consacrée, en 1996, lorsque la CDD confie à l'UNESCO la tâche d'assurer le suivi des recommandations de l'Action 21 en matière d'ERE. Elle lui demande alors de définir les concepts et principes à la base d'un nouveau concept éducatif intégrateur, celui d'éducation pour un avenir viable (*sustainable development education*).

Cette lente évolution, depuis les années 1970, du concept de protection de l'environnement vers celui de développement durable a été décrit par plusieurs. Comme nous venons de le voir, les organisations internationales ont contribué à cette évolution, et parfois l'ont initiée.

Le cinquième Congrès d'ERE s'interroge donc sur la façon dont la montée en puissance du concept

de développement durable a, en retour, modifié le rôle des organisations internationales en matière d'ERE. Est ainsi écrit en présentation du Forum politique sur les organisations internationales :

« On peut croire que le fait de mettre l'ERE dans le cadre global de la recherche d'un compromis entre la croissance économique et la protection de l'environnement lui enlève sa dimension holistique et critique. À partir de ce moment, on perçoit, du côté des ONG et de plusieurs chercheurs une volonté de promouvoir l'ERE comme une forme d'éducation indépendante de l'idée de développement durable, ce qui n'est naturellement pas le cas du système des Nations unies qui instrumentalise l'ERE au sein de l'éducation pour un avenir viable ou pour le développement durable. »

Afin de réfléchir sur ces deux visions de l'ERE, le Congrès a rassemblé **David Ainsworth** du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), **Akpezi Ogbuigwe** du PNUE, **Suzana Padua** de l'UICN – Section Amérique du Sud et **Faouzia Abdoulhalik** de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) dans une session présidée par Claude Villeneuve, de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Dans un premier temps, Claude Villeneuve a suggéré que les concepts de conservation et de protection de la nature tels qu'ils se sont développés dans les pays du Nord sont à plusieurs égards moins adaptés à la situation des pays en développement que l'est celui du développement durable. Il croit également que le concept de développement durable peut ouvrir la voie à une pensée complexe qui cherche à concilier économie, écologie, éthique et culture. Néanmoins, dit-il, la question demeure : l'environnement et le développement durable sont-ils compatibles ? Et dans ce contexte, quel est le rôle des organisations internationales dans l'ERE ?

Pour Suzanna Padua, un des enjeux les plus controversés liés au rôle des organisations internationales dans l'ERE est la distance qui les sépare des organisations locales. Une majorité de projets sociaux et environnementaux sont conçus à l'extérieur des stratégies de conservation mondiales et celles-ci, trop souvent, ne répondent pas aux besoins locaux ni ne tiennent compte des cultures locales. Généralement, peu de ressources sont consacrées à l'éducation et la formation des populations locales. Par exemple, sur un investissement total de 3.26 milliard \$US

dédié à la conservation de la nature en Amérique latine entre 1990 et 1997, seulement 4% ont été consacré au renforcement des capacités. Elle juge que les pays en développement sont minés par l'absence chronique de programmes universitaires de qualité pouvant former des praticiens et des professeurs qui pourront agir pour la protection de la nature.

David Ainsworth s'est quant à lui penché sur la façon dont une organisation internationale peut influencer les politiques publiques. Étant donné que la CDB est un instrument juridique international, dit-il, elle exerce un poids significatif sur ses gouvernements membres. Son succès peut être mesuré à son intégration (*mainstreaming*) dans les politiques publiques et sociales des États, ainsi plus de 160 États se sont dotés de Stratégie nationale sur la biodiversité. Il souligne néanmoins que les processus participatifs accroissent les chances de succès de ces plans stratégiques en générant un support important au sein de la population et en permettant de mobiliser davantage de ressources. Ces processus, en retour, repose fortement sur la conscientisation et l'éducation du public, sans lesquelles il est impossible de générer les changements de comportement nécessaire, d'encourager la mise en œuvre des stratégies au niveau local et de promouvoir le renforcement des compétences et capacités spécifiques pour assurer la protection de l'environnement.

Akpezi Ogbuigwe a fait un plaidoyer vibrant en faveur d'une réconciliation des concepts de développement durable et de protection de l'environnement au cœur de l'ERE. Elle estime en effet qu'une part du débat repose peut-être sur une mauvaise compréhension du concept de développement durable, car celui-ci nécessite obligatoirement de protéger et conserver l'environnement.

Finalement, Faouzia Abdoulhalik a présenté les divers programmes et réseaux de l'IEPF en matière d'ERE ainsi que les projets mis sur pied en

collaboration avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUD) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). L'Éducation et la formation sont un des quatre piliers de la programmation 2006-2009 de l'OIF et font également partie de la programmation de l'IEPF. En matière d'ERE, l'IEPF publie entre autres les périodiques *Liaison Énergie-Francophonie* et *Objectif Terre* et assure le fonctionnement d'un système d'information mondial, francophone et en ligne pour le développement durable : *Médiaterre*.

Ce Forum politique a été l'occasion de voir brièvement la façon dont les membres des organisations internationales perçoivent leur rôle d'acteur dans la sphère de l'ERE. La diversité des approches (locale ou mondiale, étatique ou citoyenne) et de l'ordre des priorités entre les sphères sociale, environnementale ou du développement durable qui démarquent l'action de ces organisations laissent cependant la question initiale entière, à savoir si le développement durable et la protection de l'environnement au cœur de l'ERE sont-ils compatibles?. Il nous semble néanmoins qu'il y a place pour l'espoir et qu'il est possible de croire que l'action de ces différentes organisations aura un effet complémentaire d'autant plus bénéfique qu'elle puise dans la diversité.

Sources additionnelles :

Leal Filho, W., Z. Murphy and K. O'Loan (dir. publ.). 1996. *A Sourcebook for Environmental Education*, UNESCO-UNEP International Environmental Education Programme, 203p.

Joy Palmer. 1998. *Environmental Education in the 21st Century*. Londres : Routledge, 284p.

Environnement Canada, « Annexe 1 – Éducation relative à l'environnement et à l'avenir viable : repères historiques ». In *Cadre en matière d'éducation relative à l'environnement et à l'avenir viable au Canada*, Gouvernement du Canada, 2002

Suggestion de lecture

Liaison Énergie-Francophonie, numéro 82:

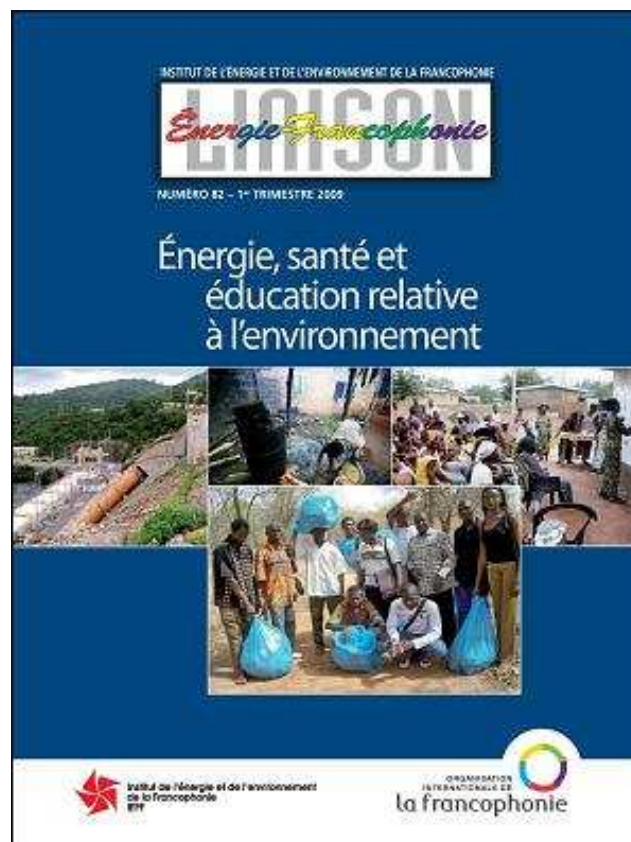
« Énergie, santé et éducation relative à l'environnement ».

En ligne : <http://www.iepf.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=309>

L'éducation en environnement, qu'elle soit adressée à la jeunesse, aux travailleurs et même aux hommes politiques, ne peut être que le premier pas vers les décisions cruciales à prendre au tournant de ce nouveau millénaire. L'éducation est théorique d'abord, mais sa croissance ne pourra qu'augmenter l'exigence d'un milieu sain et donc d'énergies propres pour tous, que nous soyons de pays riches ou pauvres.

Auteurs :

- Lucie SAUVÉ
- Pascal Valentin
- HOUÉNOU
- Virginie ALBE
- Annie DE WUEST
- Yao K. AZOUMAH
- Joël BLIN
- Jean NOT
- Patrick CHARLAND
- Patrice POTVIN
- Claude VILLENEUVE
- Flan SAHON
- Diane PRUNEAU
- Abdellatif KHATTABI
- Jackie KERRY
- Alassane BALLO
- Hélène GODMAIRE



Le site Internet du mois

www.equidoc.info

Site Équi'Doc, Centre de ressources spécialisé sur le commerce équitable. Portail d'information et d'accès à des ressources documentaires sur le commerce équitable, le site equidoc.info recense une diversité de ressources documentaires et de points de vue sur le commerce équitable. Le site est édité par l'association Equi'Sol, basée à Lyon et à Grenoble dont le but est la promotion du commerce équitable en Rhône-Alpes. Parmi les autres partenaires on retrouve la région Rhône-Alpes et l'entreprise Chèque Déjeuner.



Séminaires

La portée financière des certifications ou des codes de conduite dans l'industrie forestière et textile

Par Kais Bouslah et Ahmed Marhfor

Le 18 juin 2009 à 17h

Salle AM-203

(dans la bibliothèque de l'UQAM-métro Berri-UQAM)

Face aux multiplications de certifications et de codes de conduite et dans le contexte mondial actuel, la question de la relation entre la performance financière et les certifications ou les codes de conduite redevient centrale. L'épargnant qui désire investir dans des entreprises qui sont gérées en conformité avec ses valeurs sont-elles toutefois aussi rentables que les autres ou est-ce qu'investir dans ces entreprises induit un sacrifice financier? Afin d'en savoir plus sur la portée financière des certifications ou des codes de conduite dans les industries forestières et de textile, deux séminaires gratuits sont offerts par la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (ESG UQAM) le 18 juin.

Avec la participation de Marie-France Turcotte et Bouchra M'Zali

Pour plus d'informations: **514 987-3000, 4689#**



CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable
ESG UQÀM

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Visitez notre site Internet
www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique
crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef : Luc Vescovi

Rédactrice adjointe: Sarah Gagnon-Turcotte

Collaborateurs : Corinne Gendron, François Décary-Gilardeau, Claire Gillet, Nicolas Perin, Lucie Sauvé, Bouchra M'Zali, Marie Andrée Caron